

Les archives de l'Élysée, déclassifiées, parlent enfin

Enfin accessibles aux chercheurs et historiens, les archives de l'Élysée sur le Rwanda révèlent la profondeur de l'implication française et mettent en cause Hubert Védrine.

COLETTE BRAECKMAN

La recherche de la vérité sur le rôle de la France au Rwanda en 1994 et durant les années qui ont précédé le génocide est comme une table gigogne : à peine certains éléments sont-ils enfin, après 26 ans, considérés pour acquis que s'ouvrent de nouvelles polémiques. Qu'on en juge : une commission d'enquête composée d'historiens et présidée par Vincent Duclert, chercheur à Sciences Po et spécialiste d'Albert Camus, a obtenu l'accès à toutes les archives de l'Élysée enfin déclassifiées. Elle devrait déposer ses conclusions d'ici le 2 avril, date prévue pour un voyage à Kigali du président Macron. Entre-temps, le chercheur indépendant François Graner, après avoir essuyé un premier refus, a obtenu gain de cause auprès du Conseil d'État qui l'a autorisé à consulter les documents déposés aux Archives nationales par François Mitterrand et ses principaux collaborateurs de l'époque, dont Hubert Védrine qui était son secrétaire particulier, et Bruno Delhaye, conseiller de l'Élysée pour les affaires africaines et décédé depuis lors. (1)

De ces documents, il apparaît que l'Élysée, soucieux de défendre un « bastion francophone » contre les « Anglo-Saxons » n'a jamais cessé de soutenir le régime Habyarimana, en dépit de tous les avertissements émanant entre autres de la DGSE, les services de renseignement français. Après le début du génocide, Paris a maintenu son appui aux extrémistes hutus et en particulier au « gouvernement intérimaire », constitué dans l'enceinte de l'ambassade de France au lendemain de l'attentat et qui a dirigé les tueries visant à exterminer les Tutsis du Rwanda.

Enfin exhumés de « tiroirs » aussi profonds que la raison d'État, des dossiers accablants reviennent au jour, comme le refus de paralyser la radio des Mille Collines alors qu'elle appelait au crime, le refus d'arrêter des ministres du gouvernement intérimaire hutu – la tête pensante du génocide – alors qu'en août 1994 ils se trouvaient encore dans la « zone Turquoise » contrôlée par l'armée française. Au lieu d'être neutralisés, ces dignitaires du régime déchu furent dirigés vers le Kivu, entraînant avec eux une armée vaincue emmenant toutes ses armes et plus d'un million et demi de réfugiés. Installés dans des camps le long de la frontière entre le Kivu et le Rwanda, ces réfugiés soudain transformés en victimes bénéficièrent de l'aide internationale alors que la veille encore ils massacraient leurs voisins tutsis.

Le soutien français aux génocidaires ne s'arrêta pas à l'été 1994 : il se poursuivit dans les camps de réfugiés, et lorsque Kigali, deux ans plus tard, décida de

monter une armée chargée de disloquer les camps et de forcer le retour au pays de la plupart des réfugiés, une nouvelle rhétorique apparut, celle d'un « deuxième génocide » qui aurait été commis dans les forêts du Congo, contre les Hutus cette fois, par l'armée de Paul Kagame et ses alliés congolais parmi lesquels Joseph Kabila...

La même conclusion

Au fil du temps, de nombreux ouvrages, sous la plume de Pierre Péan, Charles Onana, Judi Rever et bien d'autres ont été publiés, s'ajoutant à des témoignages de réfugiés hutus. Tous ont convergé vers la même conclusion, qui enflamma une opinion publique congolaise indignée par les massacres bien réels commis à l'est du pays : non seulement les troupes de Kagame auraient commis un deuxième génocide dans les forêts du Kivu, mais au Rwanda même, elles auraient tenté de faire « place nette » au bénéfice des Tutsis réfugiés

en Ouganda et désireux de se réinstaller dans le pays dont leurs parents avaient été chassés. Bien souvent évoqué, mais jamais publié officiellement, un document des Nations unies, le « rapport Mapping », a tenté voici dix ans de documenter une décennie de violences au Congo de 1993 jusque 2003, et il est souvent évoqué par les tenants du « deuxième génocide ».

À l'instar de François Graner, le chercheur indépendant qui s'est engagé dans le labyrinthe des archives de l'Élysée, un journaliste, tout aussi indépendant, Patrick de Saint-Exupéry, s'est lancé, lui, sur les pistes traversant la forêt congolaise, de Bukavu jusque Mbandaka, pour y rechercher les traces de ce « génocide oublié » en interrogeant la mémoire des derniers témoins (lire ci-contre).

(1) François Graner avec Raphaël Doridant, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*, éditions Tribord, 2020

En 1996, la rhétorique d'un « deuxième génocide », qui aurait été commis dans les forêts du Congo contre les Hutus, fit son apparition. © JOSÉ NICOLAS.



exode Sur les traces des réfugiés hutus à travers le Congo



La traversée
Une odyssée
au cœur
de l'Afrique
PATRICK
DE SAINT-
EXUPÉRY
A paraître
le 04/03/2021
22 €

C.B.

Jaloux de son indépendance, refusant toute aide logistique ou politique, Patrick de Saint-Exupéry, grand reporter, créateur de la revue *XXI* et témoin du génocide commis au Rwanda en 1994, s'est lancé en 2020 dans une aventure solitaire. Il a refait le parcours qui, voici deux décennies, fut celui des réfugiés hutus refusant de rentrer dans leur pays et fuyant à travers la forêt congolaise. Rappelons que, arrivés au Kivu après la défaite de leur armée et à la fin du génocide durant l'été 1994, un million et demi de réfugiés hutus s'étaient établis dans d'immenses camps soutenus par l'aide internationale.

Ces camps furent disloqués deux ans plus tard par une offensive conjointe, menée par les armées du Rwanda et de l'Ouganda qui avaient mis en avant un opposant congolais, Laurent Désiré Kabila, désireux, lui, de chasser Mobutu. Alors que plus d'un million de réfugiés rentraient au Rwanda, deux cent mille d'entre eux furent « portés disparus ». Furent-ils massacrés systématiquement par leurs poursuivants, ce qui fut à l'origine de l'accusation de « deuxième génocide » ou se lancèrent-ils dans une fuite éperdue en direction du Congo Brazzaville, ou bien tentèrent-ils de s'installer, de gré ou de force, dans leur pays d'accueil ? Patrick de Saint-Exupéry a tenté d'y voir plus clair, de la manière la plus évidente qui soit pour un reporter : se rendre sur le terrain, interroger les derniers témoins, retrouver les étapes de la

douloureuse traversée de ce pays-continent.

S'il ne s'agit pas d'une enquête exhaustive, mais d'un récit de voyage (un « travel writing » à la mode anglo-saxonne), le témoignage est passionnant.

La « mousse »

Au contraire de ces enquêteurs à thèse qui n'avaient pas jugé utile d'aller voir sur place, le journaliste, durant une longue saison des pluies, crapahute à travers l'immense forêt congolaise, qu'il appelle curieusement la « mousse ». Depuis les rives du lac Kivu, il retrace l'itinéraire des fuyards qui s'engagent toujours plus avant sur les sentiers de brousse, de Bukavu vers Walikale, puis vers Tingi Tingi, Lubutu, Ubundu et enfin Kisangani, à la courbe du fleuve Congo.

Le voyageur solitaire n'emprunte pas les appareils de la Monusco, ne se glisse pas dans les convois humanitaires signalés par des croix et des drapeaux et son arrivée n'est annoncée par personne. Il n'a pas d'agenda précis, sauf, comme naguère les réfugiés et leurs poursuivants, avancer vers l'Ouest, jusqu'aux rives du grand fleuve. Le plus simplement du monde, il prend place dans un bus dégingué, se cale à l'arrière d'une moto-taxi prenant de front les flaques de boue et il avance, logeant au hasard d'un hôtel décati, d'une mission de brousse où il partage l'ordinaire d'un curé jovial.

Son voyage se termine à bord d'un « pousseur », ces bateaux qui vont de Kisangani à Mbandaka et de Mbandaka à

Kinshasa en faisant avancer devant eux d'immenses radeaux de bois assemblés, des villages de toile, grouillant de monde, des attelages aquatiques qui progressent lentement entre les frondaisons immenses et parfois chavirent.

Voyageur sans bagages et se contentant d'un petit sac à dos, le journaliste est cependant lesté de mémoire. Durant vingt ans, il a lu les témoignages des uns et des autres, les élucubrations, les mensonges et il a aussi entendu les cris de désespoir et les promesses de nouvelles guerres. Ces souvenirs-là forment la toile de fond des rencontres de hasard qui jalonnent son périple : des conducteurs de taxi moto, des vieillards qui n'avaient plus osé parler depuis longtemps, des prêtres bavards, des passagers anonymes, des capitaines de bateaux improbables... Chacun lui offre quelques lambeaux de souvenirs, des interprétations, des « choses vues » ou des rumeurs fanées par le temps...

Un immense imbroglio

Ce qui émerge de cette « première guerre du Congo », c'est l'image d'un immense imbroglio, où des Rwandais aux ordres de Kagame détruisent des camps de réfugiés et obligent leurs compatriotes à rentrer de force au pays, où des chefs de guerre craignant la prison ou les représailles poussent devant eux une sorte de « bétail humain », des fuyards terrorisés qui, à la fois, attirent l'aide humanitaire et servent de bouclier à des hommes qui n'ont pas rendu les armes et préparent la revanche.

Le rythme du récit est à l'image du pays, où le chaos apparent est traversé par une étrange logique, où les références historiques se mêlent aux observations de terrain et à des anecdotes personnelles aussi légères qu'un trou dans la chaussette... Même si l'abondance des détails risque d'obscurcir la vision d'ensemble, le récit de cette plongée dans le passé et dans une réalité bien éloignée de l'immédiateté du monde, est ahurissant.

La conclusion qui s'en dégage est limpide : si après la destruction de leurs camps, un quart de million de réfugiés hutus manquèrent à l'appel, ils ne furent pas pour autant exterminés systématiquement, même si le périple se révéla mortel pour nombre d'entre eux, tombés entre les mains de leurs poursuivants ou victimes de la faim et des maladies.

Et alors ? Pourquoi avoir entrepris cette odyssée que Conrad n'aurait pas reniée, tandis que Stanley au moins avait des porteurs et du whisky dans ses bagages... Ce que Patrick de Saint-Exupéry a réussi à démontrer, peut-être par l'absurde, c'est que les Congolais de l'est du pays ont été victimes d'une tragédie qui n'était pas la leur et que la mise en avant du rapport Mapping et de ses quelque 600 cas répertoriés fut peut-être, aussi, une ultime manœuvre de diversion menée, avec le soutien de quelques belles âmes, dans le but d'oblitérer l'essentiel, de plus en plus évident, c'est-à-dire la responsabilité directe de la France de Mitterrand dans le dernier génocide du siècle dernier.